

Nos mairies, symboles de la République et de ses valeurs

L'histoire de la vie politique locale s'identifie en France aux évolutions des institutions communales depuis la fin du XIX^e siècle, et du mouvement de décentralisation. L'exemple de la banlieue, et en particulier de l'aire parisienne avec les villes communistes, marque ce véritable laboratoire démocratique et social du municipalisme. Par **Emmanuel Bellanger, historien et directeur de recherche au CNRS**.

Publié le 16 février 2026, par le journal L'Humanité

<https://www.humanite.fr/culture-et-savoir/communes/nos-mairies-symboles-de-la-republique-et-de-ses-valeurs>

L'histoire des libertés communales est associée au long mouvement d'enracinement de « la République des mairies ». Ce mouvement est intimement lié à l'édification des mairies, faire-valoir du patriotisme clocher et de ses fiertés municipales. Au début des années 1880, dans la France urbaine, l'élévation des hôtels de ville monumentaux conforte [la démocratie locale](#), consacrée par l'élection des conseillers municipaux au suffrage universel masculin.

Depuis l'adoption de la loi du 28 mars 1882, le maire est désigné par son conseil. Le magistrat communal s'impose dès lors comme le représentant incontournable des autorités préfectorales. Il n'est plus un fonctionnaire nommé par le pouvoir central, sauf sous [le régime de Vichy](#), dont l'avènement en 1940 signe la fin de la démocratie locale jusqu'à la Libération et le retour de la République.

L'institution du régime républicain a donc marqué un tournant dans l'histoire de la vie politique locale. L'ouverture de véritables mairies, aux décorations intérieures soignées (escalier d'honneur, fresques murales...) et à l'architecture imposante avec leur campanile qui rivalise avec le clocher des églises, symbolise l'affirmation d'une institution municipale reconnue par [la charte des libertés communales du 5 avril 1884](#), première grande loi de décentralisation. Dans les communes de banlieue, certainement plus qu'ailleurs en France, ces hôtels de ville triomphant vivifient l'existence d'identités locales singulières, qui cherchent à s'affranchir de l'ombrageuse voisine, Paris, accusée de « coloniser » leur territoire.

Cet élan architectural, qui a pourtant pour modèle les mairies parisiennes (qui n'auront pas de maire avant 1977), commence en 1876 avec la réalisation de l'hôtel de ville de Saint-Maur et s'achève en 1908 avec celui de La Courneuve. Entre ces deux dates, pour la seule banlieue parisienne, 40 mairies sont ainsi réalisées. Elles succèdent aux mairies-écoles, qui ne répondent plus aux besoins de ces villes métamorphosées par la croissance urbaine et les révolutions industrielles.

Sur le même thème



[Fanny Lacroix, vice-présidente de l'Association des maires ruraux : « Une créativité extraordinaire existe auprès des habitants mais il faut doter les communes de libertés et de moyens »](#)

Les hôtels de ville sont aussi les gardiens de l'unité municipale, surtout dans les grandes agglomérations où les communes peuvent être confrontées à des mouvements séparatistes qui menacent leur intégrité territoriale. Dans le Grand Paris, pas moins de 11 quartiers s'érigeront en cités autonomes entre 1866 et 1929. [Villeneuve-la-Garenne](#) est ainsi le dernier quartier à s'émanciper de sa ville mère, Gennevilliers.

L'édification de ces hôtels de ville est appelée à devenir le signe ostensible de la volonté municipale d'unifier ses différents quartiers et de promouvoir un patriotisme communal fédérateur et à certains égards révolutionnaire. Parmi ces villes de banlieue, plusieurs se donnent en effet pour maire, dès le début des années 1880, des candidats socialistes dont le programme est de mettre en œuvre un socialisme municipal réformateur et solidaire.

Ces maires socialistes sont au nombre de 63 en 1900, 686 en 1919 et 1 375 en 1935. À partir de l'année 1920, [marquée par la création du Parti communiste](#), section française de l'Internationale communiste (SFIC), les maires socialistes ne sont plus les seuls à vouloir représenter les communes acquises aux idéaux révolutionnaires et au progrès social. Élus à la faveur de [la dynamique du Front populaire](#), les maires communistes sont déjà plus de 300 en 1935 et près de 1 500 au lendemain de la Libération. Jusque dans les années 1980, cette période est celle de l'âge d'or des banlieues et des campagnes rouges.

Depuis la fin du XIX^e siècle, les mairies et leurs services publics ont permis à la République de s'enraciner. À l'image de l'école communale publique, la mairie est devenue l'institution du quotidien ouverte à toutes et tous, sans distinction d'origine, d'appartenance ou de rang social.

Sur le même thème



[Droit aux vacances, à la santé, au logement... le communisme municipal, pourquoi ça marche ?](#)

Pour accomplir leurs missions, les hôtels de ville ont aussi été le lieu de la professionnalisation du personnel communal, à l'image du secrétaire de mairie (aujourd'hui directeur général des services), devenu professionnel en succédant au secrétaire de mairie-instituteur. Les prérogatives municipales, surtout dans les villes populaires, socialistes et communistes, se sont étendues dès les années 1920 à de nouveaux champs de compétence et d'action, comme le logement social, les politiques de santé et les colonies de vacances.

Dans ces communes, le déploiement de l'activité municipale donne forme à [un municipalisme providentiel](#) qui précède l'avènement de l'État-providence. Laboratoires des solidarités et lieu d'une mémoire vivante avec la devise « Liberté, égalité, fraternité » inscrite sur leur fronton, les mairies sont aussi un symbole de résistance et une base de reconquête de la démocratie lorsque celle-ci est menacée.